

# Une date qui n'apaise pas la contestation

L'annonce par le régime d'une élection présidentielle le 4 juillet prochain ne satisfait pas l'opinion. Les appels à manifester ne faiblissent pas. C'est l'impasse politique totale.

**HENRI-MAXIME KHEDOU**  
CORRESPONDANT A ALGER

**J**eudi. Les appels à manifester ce vendredi se multiplient sur les réseaux sociaux. La rue n'est pas en reste. Dans les cafés enfumés du centre-ville d'Alger, les consommateurs, un gobelet de café vissé à la main, ruminent leurs désillusions. « C'est trop », s'exclame ce quinquagénaire en levant les yeux de son journal ; « sous prétexte de l'article 102 de la Constitution, le pouvoir nous a imposé Abdelkader Bensalah comme président de la République pour trois mois. Ça va être encore un gars du système qui sortira par magie des urnes le jour de l'élection présidentielle le 4 juillet. »

## Les bureaux de vote seront vides

Qui ira voter à cette date ? Chaque début juillet, des millions de touristes algériens se rendent en Tunisie et dans les pays avoisinants. « Sur le Coran », ajoute un autre en allumant sa énième cigarette du matin, « les bureaux de vote seront vides. Ils n'ont qu'à trafiquer les urnes comme d'habitude. » Tout se passe comme si les millions d'Algériens, sortis pacifiquement dans les

rues durant sept vendredis d'affilée, avaient cru en une véritable transition démocratique. La déception se lit sur le visage des passants du centre-ville, pensant avoir fait le plus dur en déboulonnant l'inamovible Bouteflika.

Aujourd'hui, le pouvoir s'abrite dans le respect de la Constitution pour imposer sa « transition », feignant d'oublier que la loi fondamentale a été violée à maintes reprises pour permettre au président Bouteflika de rester 20 ans au pouvoir. Sur sa page Facebook, Saïd Sadi, fondateur du parti démocrate RCD, conjure le général Ahmed Gaïd Salah, patron de l'armée, de comprendre l'appel du peuple. « Ce serait une faute de jugement grave de ne pas comprendre que le cri d'un citoyen algérien est plus audible que le bruit d'un canon », insiste l'auteur de cette missive. »

En réalité, les Algériens ont exigé un changement radical du régime. Le pouvoir a joué la prudence, en plaçant à la tête du pays l'ancien président du Sénat, âgé de 78 ans. « L'opposition avait réclamé en vain la suspension des dispositions constitutionnelles concernant le processus de succession en cas de démission du chef de l'État », explique Soufiane Djilali, président du parti Jil Jadid (Nouvelle Génération) « et nous avons même proposé une période de transition autour d'une personnalité ou d'une présidence collégiale pour six à douze mois. C'est un délai minimum pour assurer de bonnes conditions véritables à une élection présidentielle équitable. La solution est avant tout politique, la Constitution n'a pas réponse à tout en cas de

crise politique. »

## Menace de boycott

En fait, l'opposition en Algérie, laminée par les 20 ans de règne de Bouteflika, risque tout simplement de boycotter la prochaine échéance électorale. « 90 jours,

c'est trop court pour un rendez-vous électoral, le régime a choisi une succession interne plutôt que d'assurer une véritable élection démocratique », poursuit M. Djilali. « Si cette présidentielle se tient effectivement le 4 juillet, cela sera la porte ouverte à tous les trafics. La loi électorale ne donne aucune garantie pour le respect des voix sorties des urnes. Le fichier électoral est inaccessible à l'opposition. Et le personnel chargé de surveiller les opérations de vote est sous l'autorité du ministère de l'Intérieur. Quel est donc notre intérêt de contribuer à cette mascarade électorale ? »

L'impasse est totale en Algérie entre un pouvoir qui table sur un essoufflement des manifestations et un peuple qui veut faire table rase du passé. Sans compter la grave crise financière qui s'annonce. En 2018, la planche à billets a émis en monnaie nationale l'équivalent de 55 milliards de dollars.

Tous les regards se tournent vers les militaires, seule institution stable du pays, pour trouver vite une solution. Mais bon, les généraux ont accepté de renvoyer Bouteflika, mais ils refusent de s'impliquer davantage dans la gestion politique de cette insurrection. « Ils veulent que la crise se dénoue mais sans se mouiller », conclut le président du parti Jil Jadid. En somme, les képis sont dans l'expectative...